

Il y a 42 ans, le prolétariat russe prenait le pouvoir, à l'appel du Parti bolchevik dirigé par Lenine et Trotsky. Sur le plan fondamental du développement des forces productives, le régime issu d'Octobre a plus que fait ses preuves. Son taux de croissance de l'économie dépasse le double de celui du pays capitaliste le plus développé, les Etats-Unis, et ce, après avoir franchi la période pendant laquelle l'U.R.S.S. ne faisait que reprendre la technologie au monde capitaliste. Les succès dans le domaine des projectiles cosmiques attestent du haut niveau de la science et de la technique en Union soviétique.

Mais les succès économiques ont été accompagnés par une réaction politique qui n'était pas du tout inhérente à ce développement et qui, au contraire, l'a entravé et l'entrave considérablement.

Face à une première poussée antistalinienne, la bureaucratie soviétique a lâché quelque lest pour conserver son hégémonie sur la société. Après les événements spectaculaires des années 1953-56, la lutte se poursuit sourdement dans les tréfonds de la société soviétique, en attendant qu'un jour elle trouve une expression politique organisée, combattant pour le rétablissement d'une démocratie soviétique digne des grandes prouesses de la science et de la technique du pays.

La bureaucratie dirigeante, sur le plan international, veut exploiter les gigantesques progrès de l'économie soviétique pour trouver un terrain d'accord avec le capitalisme. Nous ne mettons pas en cause nombre de démarches de la diplomatie soviétique; l'Etat soviétique en tant qu'Etat a parfaitement raison de chercher à avoir des rapports normaux avec les pays capitalistes, à commercer avec eux, à rechercher certains accords en matière d'armements, etc... Ce que nous condamnons, c'est que cette politique internationale du gouvernement soviétique devienne ipso facto la politique des différents Partis communistes, ce qui a eu et continuera d'avoir des résultats néfastes pour le mouvement ouvrier.

Cela s'est particulièrement vérifié en France. Nous publions par ailleurs, dans ce numéro, les

lignes dans lesquelles de Gaulle se félicite d'avoir pu utiliser la politique de la direction du P.C.F. à la Libération pour le « salut » du capitalisme français, politique qui a fini par donner tous ses fruits le 13 mai 1958. Mais pourquoi de Gaulle a-t-il trouvé une direction du P.C.F. si docile? Tout simplement parce que Thorez et C<sup>o</sup> s'étaient alignés sur la politique suivie par Staline à Yalta, Téhéran et Potsdam, payant la reconnaissance d'une zone d'influence soviétique par le freinage et l'étranglement de la révolution prolétarienne dans une série de pays d'Europe, dont la France.

Et la seule annonce du prochain voyage de Khrouchchev en France n'est déjà pas sans conséquences sur la vigueur de la politique du P.C.F. à l'égard du régime gaulliste, en tout premier lieu sur la question qui est au centre de la politique française, l'Algérie. A vrai dire, à aucun moment depuis cinq ans, la direction du P.C.F. n'a mené une lutte véritable — ce qu'on

peut appeler une lutte — contre la guerre d'Algérie. Le « sens national » de la direction du P.C.F. y est certes pour quelque chose, mais il est loin de tout expliquer car on a connu des cas où la direction du P.C.F. ne craignait pas d'aller à l'encontre de l'opinion publique bourgeoise ou petite bourgeoise; mais jamais on ne l'a vue aller à l'encontre de l'orientation de la diplomatie soviétique. Or, celle-ci ne voit pas d'un bon œil le F.L.N. dans lequel elle ne dispose d'aucune influence (et pour cause, les Algériens n'ont pas oublié la politique du P.C.F. lors du Front populaire et en mai 1945); en outre, n'ayant aucune confiance dans les possibilités des masses algériennes à l'emporter, elle préfère que reste en Algérie l'impérialisme français faible au lieu que s'y installe éventuellement l'impérialisme américain puissant. Ce sont ces considérations étrangères à une véritable politique socialiste qui expliquent l'attitude constamment équivoque de la diplomatie soviétique sur la question algérienne et, par suite, l'attitude mitigée de la direction du P.C.F.

Mais, 42 ans après Octobre, en dépit de toutes les machinations passées de la bureaucratie et de toutes ses manœuvres présentes, l'esprit internationaliste de la révolution dirigée par les bolcheviks reste vivant, tout comme ses profondes aspirations démocratiques et égalitaires. Dans la jeunesse et dans la classe ouvrière de l'Union soviétique, le mot d'ordre de « retour à Lenine » qui eut tant d'écho au lendemain de la mort de Staline, est toujours vivant. Et c'est celui qui finira par rassembler les larges masses soviétiques et par l'emporter.

## Le salut du capital

Dans le livre que de Gaulle vient de publier sous le titre « Le Salut », voici comment il explique sa décision de faire revenir Thorez en France, en novembre 1944:

« Compte tenu des circonstances d'antan, des événements survenus depuis, des nécessités d'aujourd'hui, je considère que le retour de Maurice Thorez à la tête du parti communiste peut comporter actuellement plus d'avantages que d'inconvénients.

Ce sera en effet le cas aussi longtemps que je me trouverai moi-même à la tête de l'Etat et de la nation. Assurément, jour après jour, les communistes prodigueront les surenchères et les invectives. Cependant ils n'essaieront aucun mouvement insurrectionnel. Bien mieux, tant que je gouvernerai, il n'y aura pas une seule grève. Il est vrai que le parti ne ménagera rien pour diriger la conjoncture, politique, syndicale et électorale, et dominer les autres formations en exploitant leur secret désir d'amener de Gaulle au départ et le complexe d'infériorité que leur inspire leur propre inconsistance. Mais dès lors qu'au lieu de la révolution les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire la société court moins de risques. Il est vrai que sur ma route ils multiplieront les aspérités et mèneront à la cantonade une campagne de dénigrement. Pourtant, jusqu'à mon départ, ils se garderont toujours de méconnaître mon autorité ou d'insulter ma personne. Partout où je paraîtrai leurs représentants seront là pour me rendre hommage, et leurs électeurs, dans la foule, crieront eux aussi: « Vive de Gaulle! »

Quant à Thorez, tout en s'efforçant d'avancer les affaires du communisme, il va rendre en plusieurs occasions service à l'intérêt public. Dès le lendemain de son retour en France il aide à mettre fin aux dernières séquelles des « milices patriotiques » que certains parmi les siens s'obstinent à maintenir dans une nouvelle clandestinité. Dans la mesure où le lui permet la sombre et dure rigidité de son parti il s'oppose aux tentatives d'empiètement des comités de libération et aux actes de violence auxquels cherchent à se livrer des équipes surexcitées. A ceux — nombreux — des ouvriers, en particulier des mineurs, qui écoutent ses harangues, il ne cesse de donner pour consigne de travailler autant que possible et de produire coûte que coûte. Est-ce simplement par tactique politique? Je n'ai pas à le démêler. Il me suffit que la France soit servie. (pp. 100-101.) »

Dissoudre les milices et les comités, retrousser les manches... pour avoir une meilleure position dans le régime parlementaire — telle était la politique de la direction du P.C.F. De Gaulle, qui sait à quoi s'en tenir sur « les voies parlementaires » vers le socialisme, a su exploiter cette direction pour reconstruire « une seule armée, une seule police, un seul Etat » au service du grand capital.

## L'AFFAIRE PESQUET

Il ne peut y avoir de doute que Mitterrand est tombé des deux pieds dans un piège, même si ses déclarations relativement aux raisons de son silence après l'attentat ne sont pas absolument convaincantes.

Tout comme la III<sup>e</sup>, la IV<sup>e</sup> République avait eu sa bonne dose de scandales, allant de celui des vins à celui des « ballets roses », dans lesquels des politiciens manifestaient vices et corruptions. Mais, à peine la V<sup>e</sup> République est-elle née qu'elle est marquée par la mise en liberté de Kovacs, de l'affaire du bazooka, pour « raisons de santé », et maintenant par le maintien en liberté de deux personnages — l'un, exécutant borné, l'autre dont le dossier est copieusement garni — qui ont fait du tir à la mitrailleuse dans les rues de Paris. Il s'agit de gens de services secrets, ne satisfaisant pas quelques vices personnels, mais menant leur lutte politique à la manière de sbires de l'Italie de la Renaissance, avec les armes des gangsters d'aujourd'hui. Ce n'est pas un accident, mais le nouveau régime qui se révèle, le régime de la grandeur, celui qui repose sur l'apathie des masses et laisse le champ libre à des gangs.

## Un livre à lire

Bientôt paraîtra le 2<sup>e</sup> volume du

**Mouvement ouvrier pendant la 1<sup>re</sup> guerre mondiale, d'Alfred Rosmer**

Le 1<sup>er</sup> volume allait jusqu'à Zimmerwald, le 2<sup>e</sup> est centré sur Kienthal.

Le 2<sup>e</sup> volume sera vendu au prix de 3.000 francs. Mais, pour ceux qui souscrivent actuellement, le prix est de 1.500 fr. Nous en avons réservé un certain nombre. Nous invitons nos lecteurs à passer leur commande.

## LA VIE DU PARTI

La région parisienne a tenu dans le courant d'octobre, deux Assemblées générales.

La première a été consacrée à une discussion sur les causes et les limites de la « détente » internationale.

La seconde avait été convoquée à l'occasion de la présence à Paris du camarade Leslie Goonawardene, secrétaire du Lanka Samasamaja Party (section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale). Celui-ci y fit un exposé très apprécié des assistants sur la situation à Ceylan et les perspectives ouvertes à notre section sœur qui, dans cette île, est le plus important parti ouvrier.

### ERRATA

Dans l'article « L'expérience manquée de l'Eglise romaine » paru dans notre numéro d'octobre, à la 15<sup>e</sup> ligne, lire « ses oints » (et non ses points).

### ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »  
mensuelle à 12 pages

— 1 an: 12 numéros .... 400 frs  
— Sous pli fermé ..... 800 frs

Réglez par mandat:  
C.C.P. 6965-68 Paris  
64, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>.